

# Le courage de changer

## UN PROJET DE PAYS POUR LE QUÉBEC

Par François Legault  
Député de Rousseau

Octobre 2004

---

# Avant-propos

C'est parce que je crois au Québec, en sa force et en son avenir, que j'ai fait le saut en politique en 1998. Cela ne faisait pas partie de mon « plan de carrière ». Certes, j'ai toujours été souverainiste. En fait, je le suis depuis l'âge de 16 ans. Mais je n'avais jamais pensé m'aventurer en politique, un milieu qui n'a pas très bonne réputation, comme je le constate hélas presque tous les jours.

J'avais fait ma place dans le milieu des affaires. À ma façon, j'aurais pu faire le choix d'un engagement social différent, en marge des partis politiques. Mais la politique reste la meilleure façon de faire progresser notre société. Et il y a une chose qui me tient à cœur par-dessus tout : c'est de donner à mes enfants un pays plus prospère et plus solidaire.

J'ai trouvé, au Parti Québécois, la passion du Québec qui m'anime depuis toujours. J'ai tenté d'y apporter le fruit d'une expérience personnelle acquise, pour l'essentiel, à l'extérieur de la politique. Je connais bien le milieu des affaires. Je me suis toujours intéressé au développement économique du Québec. Étant d'origine modeste, je crois profondément à l'égalité des chances. La solidarité a été un tremplin pour moi et je veux qu'elle le soit pour le plus grand nombre.

Pour y arriver, et ainsi assurer une plus grande prospérité pour le Québec, il faudrait faire de l'éducation la première de nos priorités et le cœur de notre projet de société. Mais cela restera impossible tant que le déséquilibre fiscal et l'inefficacité du régime fédéral entraîneront un sous-financement des services publics au Québec.

J'en suis arrivé à la conclusion que le Québec peut faire nettement mieux en rapatriant tous ses impôts, en éliminant les coûteux dédoublements entre les paliers de gouvernements et en étant libre de faire ses propres choix. Les possibilités qui s'offriraient alors à nous sont emballantes. Je propose aux membres du Parti Québécois et à la population de les explorer en élaborant un projet de pays. Je suggère, en particulier, que l'éducation soit au cœur de ce projet. La souveraineté permettra à la fois d'investir massivement dans notre ressource la plus précieuse – l'intelligence et la créativité de nos enfants – et d'assurer un financement adéquat du réseau de la santé.

Pour rallier la population, il faudra la réconcilier avec la politique. Ce ne sera pas chose facile. Mettre un projet collectif sur la table, et surtout, mettre les gens dans le coup, est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas suffisant.

Beaucoup de citoyennes et de citoyens se sont désengagés de la politique. Il y a des raisons à cela. N'étant pas un politicien de carrière, et ayant longtemps

observé la politique avec les yeux du citoyen, je crois, en un sens, comprendre pourquoi.

Les Québécoises et les Québécois veulent un gouvernement efficace, transparent et près d'eux. Ils ne comprennent pas pourquoi la parole donnée a souvent si peu de valeur en politique. Ils veulent qu'on les écoute et ils sont exaspérés par les politiciens qui croient toujours savoir ce qui est bon pour eux.

Ces attentes et ce mécontentement interpellent le Parti Québécois, son bilan de gouvernement et certaines de ses façons de faire. Pour être crédible, il devra se montrer à la hauteur de ses ambitions pour le Québec. Il devra montrer qu'il est capable de mieux gouverner, de s'ouvrir davantage à la diversité québécoise et de promouvoir la souveraineté de façon plus concrète et plus convaincante.

En somme, le Parti Québécois doit se moderniser. Il n'a pas le choix. Il doit avoir le courage de changer, sans quoi il risque d'échouer et, éventuellement, ayant perdu sa raison d'être, de disparaître.

François Legault  
Député de Rousseau  
Le 12 octobre 2004

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Introduction.....</b>  | <b>4</b>  |
| Chapitre 1  |           |
| <b>Un gouvernement efficace et près des gens .....</b>          | <b>7</b>  |
| Les leçons de la dernière élection .....                        | 7         |
| Un gouvernement efficace .....                                  | 8         |
| Un gouvernement près des gens .....                             | 9         |
| Une nouvelle vision économique.....                             | 10        |
| Le sous-financement des services publics au Québec .....        | 11        |
| Les sources du problème.....                                    | 12        |
| La souveraineté comme solution .....                            | 13        |
| Chapitre 2  |           |
| <b>Un projet de pays concret et emballant .....</b>             | <b>15</b> |
| Une question de crédibilité .....                               | 16        |
| L'éducation au cœur d'un projet de pays.....                    | 16        |
| La mobilisation pour la réussite.....                           | 18        |
| Une formation accessible et continue .....                      | 19        |
| Un savoir de pointe .....                                       | 19        |
| Un projet rassembleur .....                                     | 20        |
| Une démarche claire .....                                       | 21        |
| Chapitre 3  |           |
| <b>Un parti ouvert et renouvelé .....</b>                       | <b>23</b> |
| Un nouveau Parti Québécois.....                                 | 23        |
| Un parti ouvert à la jeunesse et à la diversité du Québec ..... | 24        |
| Un parti d'idées et de militants .....                          | 25        |
| Un parti moderne et efficace.....                               | 26        |
| <b>Conclusion .....</b>   | <b>27</b> |

# Le courage de changer

Le Parti Québécois doit avoir le courage de changer. Le courage de faire un bilan lucide de ses années au pouvoir et de reconnaître qu'il a sa part de responsabilité dans la désaffection du citoyen envers la politique québécoise. Le courage de se renouveler, de revoir sa façon de gouverner et de repenser la manière de présenter son option en mettant sur la table un projet de pays crédible et emballant. Le courage, enfin, de dire haut et fort que l'éducation n'a pas, en ce moment, la place qu'elle devrait avoir au Québec.

Dans ce texte, j'expose ma vision sur la modernisation du Parti Québécois et présente les orientations qu'il devrait adopter lors du Congrès national qui aura lieu en juin 2005.

## Un bilan lucide

Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de la défaite du Parti Québécois en 2003. En termes d'appui populaire, cet échec marque un retour en arrière de trente ans. La moindre des choses serait de nous demander pourquoi nous avons subi un tel recul.

Dans l'opposition depuis plus d'un an, le Parti Québécois a amorcé, mais n'a pas poussé jusqu'au bout, son examen de conscience. Nous devons essayer de mieux comprendre ce que les Québécoises et les Québécois ont cherché à nous dire l'an dernier. Cet exercice n'ira pas sans tiraillements et heurtera sans doute celles et ceux qui croient que le Parti Québécois n'a plus à convaincre personne de sa capacité à bien gouverner.

Il est vrai que de grands progrès ont été accomplis grâce à l'action du gouvernement du Parti Québécois. Mais il n'est pas moins vrai que des erreurs ont été commises, notamment dans la gestion du système de santé avec les mises à la retraite prématurée d'infirmières et de médecins. Il faut examiner notre bilan avec lucidité, non pas pour faire table rase du passé, mais pour mettre des moyens plus efficaces au service de nos idéaux progressistes.

## Un malaise démocratique

Une sorte de malaise démocratique sévit au Québec en ce moment. Les citoyennes et les citoyens ont le sentiment de ne pas en avoir pour leur argent, d'être peu écoutés et de ne pas pouvoir faire confiance à une classe politique qui semble incapable de lui proposer un projet collectif stimulant.

Un coup de barre s'impose si nous voulons atténuer les frustrations qui alimentent le cynisme de la population envers la politique. Le Parti Québécois doit se donner des principes de gestion encore plus rigoureux et présenter ses prochains engagements électoraux comme un contrat moral qu'il respectera

scrupuleusement. Il doit aussi se rapprocher des gens, mieux écouter et mieux comprendre leurs besoins et leurs préoccupations, et non essayer de décider à leur place ce qui est bon pour eux.

À partir de ce dialogue, il faut proposer aux Québécoises et aux Québécois un projet qui rejoint leurs aspirations. Une vision du Québec de demain qui explique comment nous souhaitons relever les défis d'aujourd'hui, et qui prend la forme d'un projet collectif crédible, concret et emballant. Un projet qui puisse redonner aux citoyennes et aux citoyens, en particulier aux jeunes, le goût de l'engagement politique dans le Québec d'aujourd'hui.

### **Les défis de la modernisation**

Durant la Saison des idées au Parti Québécois, nous nous sommes surtout parlés entre nous. Nous devons maintenant nous ouvrir à la population, être à l'écoute de ses besoins et de ses préoccupations. On attend du Parti Québécois, à juste titre, qu'il revoie ses orientations et qu'il formule des idées nouvelles. Il faut maintenant livrer la marchandise.

Le Parti Québécois doit se moderniser s'il veut éviter de subir le sort réservé à ceux qui font la sourde oreille aux messages des électeurs, comme les travaillistes britanniques, qui sont restés 18 ans dans l'opposition avant l'élection de Tony Blair en 1997, et les démocrates américains, qui ont été chassés de la Maison-Blanche pendant douze ans avant l'élection de Bill Clinton en 1992.

Pour regagner la confiance de la population et la réconcilier avec la politique, le Parti Québécois devra relever trois défis en montrant qu'il est capable :

1. de gouverner avec plus d'efficacité et de transparence ;
2. de mobiliser les Québécoises et les Québécois autour d'un projet de pays emballant et concret ;
3. de se renouveler en redevenant un parti d'idées, ouvert à la jeunesse et à la diversité québécoise.

### **Un gouvernement efficace et près des gens**

Le premier défi consiste à démontrer qu'un gouvernement progressiste, qui a le cœur à la bonne place, peut aussi être efficace. Je suis d'avis qu'une efficacité accrue passe par l'évaluation systématique de la qualité des services publics et par une décentralisation de leur gestion assortie de l'obligation, pour tous les établissements publics, de rendre compte de façon transparente de leur utilisation des fonds publics.

L'efficacité n'est pas une fin en soi. C'est une question de simple respect envers les contribuables. Mais c'est aussi la meilleure façon de servir les idéaux qui nous sont chers. Plus d'efficacité permet plus de solidarité et une plus grande équité entre les générations.

## **Un projet de pays concret et emballant**

Le deuxième défi consiste à démontrer que le Québec pourrait faire mieux en contrôlant 100 % de ses impôts et en faisant ses propres choix. Dans la situation actuelle, la santé, même sous-financée, accapare toutes les marges de manoeuvre du Québec et étouffe les autres priorités, dont l'éducation. En mettant fin au déséquilibre fiscal, en éliminant les dédoublements entre les gouvernements du Québec et d'Ottawa et en faisant de meilleurs choix, nous pourrions dégager d'importantes marges de manoeuvre pour mieux financer nos services publics.

Il reviendrait alors à la population de décider comment investir ces nouvelles ressources en dessinant les contours d'un projet de pays, celui d'un Québec souverain.

Je souhaite pour ma part que l'éducation soit au cœur de ce projet de pays. L'éducation, qui est la clé de notre avenir, est actuellement négligée. La seule façon d'en faire une grande priorité nationale tout en finançant adéquatement la santé, c'est de rapatrier nos impôts et de faire nos propres choix. En bref, c'est de devenir souverain.

## **Un parti ouvert et renouvelé**

Notre troisième défi, celui du renouvellement, nous commande de miser sur l'avenir. Et l'avenir, c'est la jeunesse, qui doit retrouver toute sa place au sein du Parti Québécois. Le message de nos jeunes « mousquetaires », Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay et Jonathan Valois, doit être entendu. C'est en contribuant à l'élaboration d'un projet de pays dans lequel elle se reconnaît que la jeunesse du Québec se mobilisera de nouveau pour la souveraineté.

Le renouvellement du Parti passe aussi par une plus grande ouverture aux membres des communautés culturelles. Nous devons leur donner toute la place qui leur revient afin qu'ils enrichissent davantage la vie de notre parti et qu'ils contribuent pleinement à notre projet de pays.

## **Le temps du changement**

Les Québécoises et les Québécois s'attendent à ce que nous fassions un sérieux examen de conscience et que nous revenions avec de nouvelles idées, de nouvelles propositions. Notre capital de sympathie dans la population n'est pas épuisé, mais il apparaît désormais insuffisant. C'est un capital à regagner. Il nous faut mériter notre retour au pouvoir. Il nous faut repenser nos politiques pour offrir aux Québécoises et aux Québécois un gouvernement plus efficace et plus près des gens, un projet de pays crédible, concret et emballant, et un parti moderne, ouvert et accueillant. En ce sens, le temps des choix devra être celui du changement. Le Parti Québécois doit changer. Il doit vraiment changer.

## Chapitre 1

# Un gouvernement efficace et près des gens

Beaucoup de Québécoises et de Québécois ressentent une grande frustration envers les gouvernements. Ils ont l'impression qu'on ne les écoute pas, que la parole des politiciens a peu de valeur, que la gestion gouvernementale est plutôt inefficace et que les services publics sont de qualité inégale.

Il faut reconnaître que ce mécontentement est légitime lorsqu'on pense au scandale des commandites à Ottawa et aux tromperies électorales des libéraux de Jean Charest. Mais cette crise de confiance entre les électeurs et les élus est profonde et va bien au-delà des événements récents qui ont contribué à l'alimenter. Pour combattre ce malaise démocratique, le Parti Québécois doit faire la preuve qu'il est capable de gouverner le Québec de manière plus efficace et plus transparente. Il doit, pour cela, montrer qu'il a tiré des leçons de la dernière élection et exposer clairement les principes qui animeront sa gestion des affaires publiques au cours d'un prochain mandat.

### Les leçons de la dernière élection

Certains soutiennent que le Parti Québécois n'a plus à prouver qu'il peut être un bon gouvernement. C'est aller un peu vite en affaires. Il est vrai que les bilans des gouvernements du Parti Québécois n'ont rien à envier à ceux des administrations libérales. Mais notre parti a subi une défaite sévère en avril 2003 et il doit en tirer les leçons.

Nous avons reçu deux messages des électeurs l'an dernier. Premier message : le Parti Québécois a besoin d'un sérieux examen de conscience. Certes, il a posé plusieurs gestes positifs, que l'on pense à la création d'emplois, à l'assainissement des finances publiques, aux garderies à cinq dollars par jour, à la maternelle à plein temps et à la signature de la « Paix des braves », pour n'en nommer que quelques-uns. Mais il a aussi commis des erreurs qu'il doit reconnaître :

En cherchant à la fois à assainir les finances publiques et à mener une importante réforme du réseau de la santé, le Parti Québécois a présumé de sa capacité à atteindre deux objectifs difficilement conciliables. La réforme du système de santé était nécessaire et même impérative. L'élimination du déficit laissé par les libéraux ne l'était pas moins, ne serait-ce que du point de vue de l'équité entre les générations. Bien que le déséquilibre fiscal, dont nous n'avons peut-être pas mesuré toute la portée, ait rendu extrêmement difficile la poursuite de ces deux objectifs, il faut reconnaître sans détour que la mise à la retraite de milliers d'infirmières et de médecins, de même que le départ d'un millier d'orthopédagogues et d'orthophonistes qui s'occupaient de nos élèves les plus vulnérables, ont été des erreurs que nous devons pleinement assumer.



Les efforts visant une gestion plus serrée de nos réseaux publics sont restés inachevés. À titre de ministre de l'Éducation et de ministre de la Santé et des Services sociaux, j'ai pu constater sur le terrain qu'encore beaucoup de travail reste à faire pour améliorer l'efficacité des deux grands réseaux publics québécois, à la faveur notamment d'une plus grande décentralisation, mais aussi par une évaluation systématique de la qualité des services offerts dans chacun des établissements, car dans certains d'entre eux, il faut admettre que la gestion et l'organisation sont déficientes.

Notre politique économique a permis au Québec de créer de l'emploi dans un contexte de chômage très élevé et de prendre sa place dans l'économie du savoir. Mais elle a aussi connu ses excès. Les sommes investies n'ont pas toujours été proportionnelles au nombre d'emplois créés et le partage des risques avec le secteur privé aurait pu être plus équilibré.

Les efforts de modernisation de l'État, entrepris notamment à travers les travaux du Groupe conseil sur l'allègement réglementaire et la mise en œuvre de la Loi sur l'administration publique, ont été utiles, mais sont demeurés insuffisants.

Le deuxième message que nous ont envoyé les électeurs, c'est de revenir avec du neuf. Ils veulent comprendre comment nous entendons relever les défis du Québec d'aujourd'hui. Ils veulent savoir si le Parti Québécois est capable d'évoluer en mettant au service de son idéal progressiste des moyens renouvelés, ou s'il est, au contraire, figé dans le passé. Nous devons répondre à ces attentes en proposant à la population un gouvernement efficace, transparent, près des gens et porteur d'une nouvelle vision du développement économique.

### **Un gouvernement efficace**

Un gouvernement progressiste doit avoir le cœur à la bonne place, mais il doit aussi être efficace. Je ne prône pas l'efficacité par déformation professionnelle, je pense au contraire qu'elle doit être mise au service des valeurs qui nous sont chères. Plus d'efficacité, c'est aussi plus de solidarité, une plus grande égalité des chances et l'avènement d'une société plus prospère parce que plus généreuse. C'est en ce sens que je parle de la « gauche efficace ».

Gérer efficacement, c'est aussi faire preuve de clairvoyance et exprimer sa solidarité envers les générations à venir. Nous avons aujourd'hui le devoir d'investir en santé et de créer les conditions pour pouvoir le faire demain, quand les changements démographiques se feront davantage sentir. Nous avons également le devoir d'investir en éducation et ainsi de poser le geste le plus significatif en termes de solidarité et d'équité entre les générations. Car gaspiller aujourd'hui, c'est hypothéquer l'avenir des générations qui nous suivent.

Ma conception de l'efficacité est simple. Elle consiste d'abord à identifier les besoins des citoyennes et des citoyens et à fixer des objectifs clairs pour y répondre. À partir de là, l'efficacité doit être mise au service de la population, c'est-à-dire que les ressources du secteur public doivent être employées au bon endroit et que les services doivent réellement répondre aux besoins du citoyen. Il

importe donc d'évaluer la qualité des services dans tous les établissements publics, non pas pour surveiller celles et ceux qui les dispensent, mais pour les aider à mieux faire leur travail. Les bulletins d'évaluation des hôpitaux et des écoles ont joué un rôle utile à cette fin. Il faut aller plus loin dans cette direction.

La gestion des services publics doit éviter le « mur à mur ». Elle doit être souple et s'adapter aux diverses réalités des groupes et des régions. La décentralisation, qui devra être poussée plus loin, est un bon moyen d'atteindre cet objectif car elle rapproche le pouvoir et les services du citoyen. Mais pour qu'elle ne soit pas synonyme de délestage ou d'inefficacité, les établissements qui offrent des services doivent expliquer comment ils entendent en faire profiter les citoyennes et les citoyens. En somme, les ressources doivent suivre et, avec elles, l'obligation de rendre scrupuleusement compte de leur utilisation. À cet égard, les contrats de performance et les plans de réussite dans le réseau de l'éducation servent d'outils de mesure et devraient être utilisés de façon systématique dans tous les réseaux publics. La décentralisation et la reddition de comptes vont de pair si l'on souhaite offrir à la population des services de qualité dans un contexte de flexibilité et d'efficacité.

### **Un gouvernement près des gens**

Les citoyennes et les citoyens veulent un gouvernement intègre, transparent et à l'écoute de leurs besoins. Et ils veulent avoir le sentiment d'être dans le coup. La revitalisation de la démocratie au Québec passe par une plus grande participation de la population aux débats publics.

Mais pour lui redonner le goût de la politique, il faut rétablir le lien de confiance entre les élus et les électeurs. Cela passe d'abord par le respect de la parole donnée. Le Parti Québécois doit faire de cette question un axe central de sa prochaine campagne électorale et présenter ses engagements comme un contrat moral avec les électeurs qu'il entend rigoureusement respecter.

Un contrat est de durée fixe et il stipule les obligations des parties. Dans cet esprit, il serait souhaitable que les mandats gouvernementaux soient d'une longueur déterminée, idéalement quatre ans. La Colombie-Britannique, et plus récemment l'Ontario, se sont engagées dans cette voie, et j'estime que le Québec devrait faire de même. La population en a assez des gouvernements qui jouent au chat et à la souris avec la date des élections.

La population exige aussi, à juste titre, plus de transparence dans la gestion des fonds publics. Les cas de gaspillage, qui ont toujours été inacceptables, sont devenus intolérables après des années de sacrifices pour atteindre le déficit zéro. La mise en place de mécanismes permettant aux fonctionnaires de signaler les abus au sein de l'administration publique (*whistle-blowing*) et le renforcement du rôle du vérificateur général à titre de chien de garde des intérêts des contribuables me paraissent indispensables. La publication d'un rapport périodique sur l'évolution des grands travaux publics serait également souhaitable pour assurer un meilleur suivi et éviter les dépassements de coûts.

## **Une nouvelle vision économique**

Les gouvernements du Parti Québécois ont acquis une solide réputation en matière de développement régional et de création d'emplois. Nous avons su, à cet égard, faire preuve de vision et d'audace. Nos politiques ont aidé l'économie du Québec à affronter les défis de la mondialisation et à prendre le virage technologique.

L'heure des bilans est cependant arrivée. Les temps ont changé et l'approche qui nous guidera dans l'avenir doit être adaptée aux exigences de demain, non pas aux réalités d'hier. Je propose que le Parti Québécois conserve les meilleurs éléments de sa politique économique, qu'il s'éloigne de ceux trop inspirés par la culture du rattrapage issue de la Révolution tranquille et qu'il se tourne résolument vers la recherche de solutions novatrices pour faire face aux défis économiques d'aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de sombrer dans le dogmatisme de nos adversaires. Le Parti libéral, sous prétexte de réexaminer certains aspects de la politique économique du gouvernement précédent, a adopté une attitude simpliste, sans vision ni perspective, et axée sur la confrontation avec le milieu syndical. J'ai la conviction que la réussite économique ne passe pas par cette avenue.

Je propose une autre approche. Le Parti Québécois doit faire preuve de plus de pragmatisme dans la mise en œuvre de sa politique de soutien à l'emploi. À l'avenir, l'aide accordée devra reposer sur une analyse plus serrée de ses retombées et sur un meilleur partage des risques entre les secteurs privé et public. Il ne s'agit donc pas d'emprunter la voie du laissez-faire, mais de faire preuve de discernement et d'adopter une approche ciblée d'accompagnement économique qui mettra l'accent sur :

- la formation de la main-d'œuvre;
- le développement régional;
- le soutien mesuré, mais significatif, à la haute technologie et aux entreprises exportatrices.

Je crois aussi – et c'est là, me semble-t-il, qu'il faut puiser dans ce qu'il y a de plus précieux parmi les orientations passées du Parti Québécois – que la solution aux grands défis économiques du Québec passe par la concertation et non par la confrontation. Employeurs et employés, patronat et syndicats doivent faire cause commune pour affronter la concurrence toujours plus sévère de nos compétiteurs et pour s'ajuster aux nouvelles réalités démographiques. Il faut trouver des terrains d'entente pour accroître la productivité de nos entreprises et pour stimuler nos exportations. Il faut, en même temps, aménager des horaires de travail plus flexibles qui permettront aux jeunes parents de passer plus de temps avec leurs enfants, et aux personnes plus expérimentées qui le souhaitent (notamment les 55 à 64 ans) de travailler moins, mais plus longtemps.

C'est pourquoi le Québec doit se doter d'un projet de société qui tire pleinement profit de ses « cheveux gris » et de sa matière grise. Nous devons encourager les

aînés qui le désirent à contribuer à notre richesse collective en nous transmettant leur savoir et leur expérience. Et comme le suggère Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal, nous devons également mettre notre matière grise à contribution en ralliant les Québécoises et les Québécois autour d'un projet de société qui repose sur le savoir. Je crois, comme lui, que nous obtiendrions des résultats remarquables si nous combinions la créativité des Québécoises et des Québécois au savoir, qui est devenu, selon une image forte qu'il emploie, « *le pétrole... l'or des économies modernes* ». Je pense aussi que l'avenir du Québec réside dans l'investissement massif en éducation, de même que dans l'innovation, dans la recherche et le développement et dans les infrastructures.

L'enjeu du développement durable sera déterminant pour le siècle à venir. Il importe donc de placer ce principe fondamental au cœur même de notre stratégie économique.

### **Le sous-financement des services publics au Québec**

Le Parti Québécois doit s'engager à gérer d'une manière rigoureuse les impôts des contribuables et à améliorer la performance des réseaux publics. Une fois de retour au pouvoir, il devra également revoir son approche en plusieurs matières de façon à en donner aux citoyennes et aux citoyens pour leur argent. C'est pour moi un principe fondamental.

Il en résultera certainement des « gains d'efficacité » qui pourraient s'élever à plusieurs centaines de millions de dollars. Mais cela ne suffira manifestement pas à régler les problèmes de financement que connaissent actuellement les secteurs de la santé et de l'éducation au Québec. Aussi faut-il examiner les causes de ce sous-financement et certaines solutions qui sont envisagées pour y faire face.

Le problème est à la fois simple et complexe : les besoins en santé augmentent plus rapidement que les revenus du gouvernement du Québec. Pourquoi ? Premièrement, comme partout dans le monde, le vieillissement de la population exerce d'énormes pressions sur le système, car en moyenne, une personne âgée a besoin de plus de soins et de services spécialisés qu'une personne plus jeune. Deuxièmement, les nouvelles technologies et les nouveaux médicaments, qui nous permettent de mieux soigner les gens et de les garder en vie et en santé plus longtemps, coûtent toujours plus cher.

Certains proposent de donner aux mieux nantis le droit de payer pour obtenir certains services. Or, une telle mesure ne réglerait qu'une infime partie du problème. Une étude du ministère de la Santé et des Services sociaux démontrait en 2002 que, si tous les Québécois qui ont un revenu annuel supérieur à 45 000 \$ avaient défrayé le coût de leur chirurgie dans les domaines où il y a des délais d'attente (cardiologie, hanche, genou, cataracte), l'État aurait récolté 42,2 millions de dollars par année : une goutte d'eau dans une mer où les manques à gagner se chiffrent en milliards de dollars. Des estimations de cette nature montrent qu'une plus grande présence du privé en santé ne réglerait pas le problème de financement du réseau, en plus d'être néfaste dans le contexte actuel de pénurie de médecins et d'infirmières.

D'autres proposent de limiter le budget de la santé en excluant certains services qui pourraient être jugés moins essentiels. Là encore, les économies qui en résulteraient représentent moins de 100 millions de dollars par année. C'est nettement insuffisant.

La solution des libéraux de Jean Charest a été de sabrer dans les missions de l'État autres que la santé et l'éducation. Or, on ne peut réduire ce qui reste des autres budgets – ceux de l'environnement, de l'aide à la famille, de la culture, du développement régional, des transports, de l'agriculture, des sports, etc. – sans conséquences désastreuses pour le développement du Québec et de sa population. Comble d'ironie, même ces réductions budgétaires n'ont rien réglé en matière de sous-financement en santé et en éducation.

Le problème reste donc entier et les libéraux devraient faire preuve de cohérence. D'abord, on ne sous-finance pas les services publics quand on sait à quel point ils sont essentiels au développement social et économique du Québec. Ensuite, on ne réduit pas les impôts quand les services publics sont sous-financés, quand la dette publique est si lourde et quand, dans un contexte de déséquilibre fiscal, le gouvernement du Québec peine chaque année à maintenir l'équilibre budgétaire. Mais surtout, on ne réduit pas les impôts quand on a le souci d'une véritable équité intergénérationnelle. Cet argument doit être au cœur de la politique fiscale des prochaines années. On peut de mieux en mieux prévoir le paysage démographique des prochaines décennies : moins de travailleurs et plus de retraités, moins de revenus provenant de la fiscalité, mais plus de dépenses gouvernementales dues à l'explosion des coûts des services de santé. Nous ne pouvons laisser les prochaines générations assumer seules la facture sociale du vieillissement de la population en nous désengageant de nos propres responsabilités.

Si nous réduisons les impôts aujourd'hui, les gouvernements de demain seront obligés d'amputer davantage les budgets destinés à l'éducation pour éponger la facture en santé. Autrement dit, il faudra choisir entre l'éducation et la santé. Est-ce le genre de choix que nous voulons laisser à nos enfants ?

### **Les sources du problème**

Paradoxalement, au moment même où le Québec a été confronté à ce problème structurel de financement en santé, le gouvernement fédéral a diminué de façon radicale ses transferts aux provinces, accumulant ainsi d'énormes surplus budgétaires. Compte tenu de cette situation, les sommes dont nous avons besoin pour le financement adéquat du réseau de la santé se trouvent maintenant dans les coffres d'Ottawa. De l'avis même du Conference Board of Canada, ces surplus seraient amplement suffisants pour combler les besoins en santé de toutes les provinces.

L'existence de ce déséquilibre fiscal entre les provinces et le gouvernement fédéral fait consensus au Québec. En 2001, la Commission Séguin l'avait estimé à environ 2 milliards de dollars par année. Avec les récentes diminutions des

transferts fédéraux, ce montant est passé à 3,3 milliards de dollars. Les « gains » obtenus de l'entente récente sur la santé le ramènent à 2,8 milliards de dollars, ce qui, on en convient, est encore très loin du compte. La situation est donc pire maintenant qu'il y a trois ans. Et il y a fort à parier qu'elle ne serait guère meilleure même à la suite d'une éventuelle entente sur la péréquation, qui pourrait être conclue dans les prochaines semaines. Le sous-financement en santé perdure alors que les surplus continuent de s'accumuler à Ottawa. En ce sens, le fédéralisme asymétrique, s'il existe, pourrait être défini comme la différence entre le gouvernement d'Ottawa qui a trop de revenus, et les provinces qui en manquent.

Le déséquilibre fiscal ne constitue pas le seul manque à gagner pour le Québec. Les coûts résultant des dédoublements et des chevauchements entre les gouvernements du Québec et d'Ottawa représentent également des sommes importantes qui seraient beaucoup plus utiles à soutenir les services publics au Québec qu'à financer les empiètements fédéraux dans les champs de compétence des provinces.

On peut finalement questionner la pertinence de plusieurs choix budgétaires du gouvernement fédéral et conclure que la population du Québec, si on le lui demandait, choisirait sans hésiter d'investir une partie des sommes allouées à ces dépenses non prioritaires au financement des réseaux de la santé et de l'éducation.

En somme, l'argent dont nous avons besoin pour financer adéquatement nos services publics se trouve à trois endroits : dans les surplus qui s'accumulent au fédéral en raison du déséquilibre fiscal, dans les coûts associés aux dédoublements entre les paliers de gouvernement et dans certaines dépenses fédérales non prioritaires pour le Québec.

### **La souveraineté comme solution**

Posons la question clairement : est-il possible pour le Québec, dans le cadre fédéral, d'investir comme il le faudrait en éducation tout en assurant un financement adéquat du système de santé ? La réponse est non. Le déséquilibre fiscal, les dédoublements et les choix budgétaires du gouvernement fédéral nous privent des ressources qui nous permettraient de le faire. La seule façon de faire de l'éducation une grande priorité nationale tout en mettant fin au sous-financement en santé, c'est de rapatrier nos impôts et de faire nos propres choix. Bref, c'est de devenir souverain.

Les tiraillements entre paliers de gouvernement à propos des ressources fiscales sont devenus stériles et contre-productifs. Ils contribuent au financement chaotique et insuffisant du système de santé. Même sous-financé, celui-ci accapare toutes nos marges de manœuvre et étouffe toutes nos autres priorités, surtout l'éducation. Ce problème en devient donc un d'équité entre les générations.

Durant la dernière campagne électorale, Jean Charest a demandé à Bernard Landry si sa priorité était la santé ou la souveraineté. La question était mal posée.

C'est à lui, en fait, qu'il faudrait demander si sa priorité est la santé ou le fédéralisme. Ou si sa priorité est l'éducation ou le fédéralisme. Pour ma part, mes choix sont clairs. Mes priorités sont l'éducation et la santé. Et c'est pour cela, notamment, que je suis souverainiste.

## Chapitre 2

# Un projet de pays concret et emballant

La souveraineté est un geste d'affirmation. Le Québec possède une histoire, une langue, une culture, des institutions et une pratique de la solidarité et de l'ouverture qui le distinguent des autres nations. Seule la souveraineté permettra aux Québécoises et aux Québécois d'être pleinement reconnus pour ce qu'ils sont et de parler de leur propre voix sur la scène internationale.

Ces arguments et bien d'autres, qui ont mené les souverainistes aux portes de la victoire, restent toujours aussi pertinents aujourd'hui. Mais le dysfonctionnement du régime fédéral – tel qu'il se manifeste à travers le déséquilibre fiscal, les dédoublements et le gaspillage de la part du gouvernement d'Ottawa – et son corollaire, le problème structurel du sous-financement du réseau de la santé, ajoutent aujourd'hui à l'arsenal souverainiste un argument décisif.

L'argument est simple et convaincant. Le Québec pourrait faire mieux en contrôlant 100 % de ses impôts et en faisant ses propres choix. Il pourrait alors offrir des services publics plus accessibles et de meilleure qualité. Il aurait aussi les moyens d'accorder à l'éducation toute l'importance qu'elle devrait avoir pour assurer son avenir, tout en finançant adéquatement le réseau de la santé.

Quelle est la meilleure façon de faire valoir cet argument dans toute sa force ? En établissant d'abord la marge de manœuvre financière d'un Québec souverain et en présentant ensuite les possibilités offertes par la souveraineté. J'ai la conviction que c'est en examinant les choix qui s'offrent à eux, en imaginant les contours de ce que pourrait être un Québec souverain, en se donnant ensemble un projet de pays que les Québécoises et les Québécois saisiront encore plus clairement les avantages de la souveraineté. Et je suis certain qu'ils voudront mener à bien ce projet emballant.

La promotion d'un projet de pays nous permettrait de rallier celles et ceux qui voient dans la souveraineté un moyen autant qu'une fin. Cette démarche aurait l'avantage de montrer comment la souveraineté changerait concrètement la vie des gens en répondant à leurs besoins et à leurs préoccupations. En invitant la population à se donner un projet collectif emballant, nous répondrions de façon positive au malaise démocratique qui envénime la vie politique québécoise.

Le projet de pays est une idée forte qui a le potentiel de relancer la mobilisation des souverainistes et de les mener à la victoire. Mais pour que cette idée donne tous ses fruits, il faudra faire preuve de rigueur et de vision en démontrant que la souveraineté est une bonne affaire et qu'elle permettrait l'avènement d'un Québec plus prospère et plus solidaire.



## **Une question de crédibilité**

La volonté du Parti Québécois de lier l'option souverainiste à un projet de pays lui commande de produire les recherches nécessaires pour établir quelle serait la situation budgétaire d'un Québec souverain. Il importe de mener cet exercice avec rigueur. Notre crédibilité et celle de notre option en dépendent.

C'est à cet effet que j'ai proposé de produire le budget d'un Québec souverain. Ce budget démontrera que le projet souverainiste est non seulement viable, mais rentable. Telle est la conclusion que l'on peut déjà tirer des travaux que j'ai entrepris depuis quelques mois avec une équipe de spécialistes.

Le travail va bon train. Nous avons maintenant en main une abondante documentation qui permet d'évaluer les gains résultant du rapatriement de tous nos impôts et de l'élimination des dédoublements, de même que les économies à faire en éliminant ou en réduisant des dépenses fédérales moins prioritaires. Aussi avons-nous maintenant une idée assez précise des marges de manœuvre – et elles sont importantes – dont pourrait bénéficier un Québec souverain pour investir de manière plus stable et plus adéquate dans ses services publics.

J'ai la conviction que la souveraineté recevra une majorité d'appuis si l'on démontre qu'elle repose sur des fondations budgétaires saines. Et c'est le cas. La viabilité financière d'un Québec souverain dirigé par le Parti Québécois s'appuierait sur de solides piliers : les gains d'efficacité résultant d'une gestion plus serrée des réseaux publics; les marges de manœuvre dégagées par l'élimination du déséquilibre fiscal et des dédoublements entre les paliers de gouvernement; et les avantages à tirer de choix budgétaires plus judicieux que ceux actuellement faits par le gouvernement fédéral.

Le budget du Québec souverain aurait aussi pour effet de dissiper une fois pour toutes les vieilles peurs distillées par les fédéralistes et de rassurer certains segments de la population, notamment en ce qui a trait aux pensions de vieillesse du gouvernement fédéral. Il ne faut pas minimiser l'importance de ces préoccupations, qui sont, au demeurant, parfaitement légitimes.

Lors du référendum de 1995, certains prétendaient que la souveraineté était un beau rêve qui allait cependant coûter cher. Aujourd'hui, on peut dire que la souveraineté, c'est un beau rêve qui, en plus, est une bonne affaire !

## **L'éducation au cœur d'un projet de pays**

Le projet de pays est un outil de promotion de la souveraineté qui doit faire état de toutes les possibilités qui s'offriraient à un Québec souverain, libre de disposer de ses ressources et de faire ses propres choix. Les scénarios examinés doivent être crédibles, d'où la nécessité de les présenter avec le plus de précision possible et d'en établir les implications budgétaires. Il reviendra à nos membres et à la population du Québec de dessiner les contours de ce projet de pays à travers des rencontres au cours desquelles ils pourront exprimer leurs préférences. Je suis certain que cette démarche stimulante sera féconde et mobilisatrice.

Je souhaite amorcer ce dialogue en proposant un projet de pays centré sur l'éducation. Les suggestions que je présente ici ne visent certainement pas à circonscrire la discussion de façon étroite. Mais il m'apparaît important, comme militant, d'annoncer mes couleurs et de contribuer à une première esquisse, nécessairement limitée, de ce qui pourrait être un aspect important de la maquette de notre pays.

Le choix de faire de l'éducation la priorité d'un Québec souverain repose sur une longue réflexion et sur mon expérience dans le milieu des affaires et à la tête des ministères de la Santé et de l'Éducation. J'ai acquis la conviction que la meilleure façon, pour le Québec, de faire face aux grands défis qui l'attendent est d'investir de façon massive dans sa ressource la plus précieuse : l'intelligence et la créativité de ses citoyennes et de ses citoyens. Je crois également qu'il ne sera possible d'aller au bout d'une vaste mobilisation collective en faveur de l'éducation que si nous disposons de l'ensemble de nos ressources et, surtout, de la pleine liberté de faire nos grands choix collectifs.

C'est cette constatation qui m'amène à conclure que le Québec est devenu ingouvernable. Le manque de ressources contraint actuellement le gouvernement à parer au plus urgent en consacrant l'essentiel de ses étroites marges de manœuvre financières à la santé. Or, malgré ses efforts, le Québec ne parvient ni à financer adéquatement la santé ni à faire de l'éducation une véritable priorité nationale. La seule façon de sortir de cette impasse est de rapatrier nos impôts et de faire le choix collectif d'investir d'abord dans notre capital humain.

Un Québec souverain pourrait se fixer – et aurait les moyens d'atteindre – des objectifs ambitieux de formation et de scolarisation de sa population. Cet effort collectif favoriserait l'égalité des chances en permettant à toutes et à tous de s'accomplir pleinement. Il servirait aussi l'équité entre les générations, puisque nous investirions de façon importante dans le potentiel de nos enfants. Il ferait de l'école québécoise le reflet de nos valeurs communes et le moteur de notre évolution économique, ce qui se répercuterait de façon positive sur la productivité de notre main-d'œuvre, sur la modernisation de notre économie et sur la capacité du Québec à rattraper et, éventuellement, à dépasser les économies les plus performantes du monde.

Nous sommes loin de cet idéal en ce moment. Si l'on exclut quelques sursauts à la suite du Sommet du Québec et de la Jeunesse en février 2000, le Québec a cessé d'investir en éducation à la hauteur de ce que représente ce secteur pour son avenir. Il est navrant de constater que les récents budgets du gouvernement libéral couvrent à peine l'augmentation des coûts de système et que le présent gouvernement a abandonné des programmes très prometteurs comme « Ça bouge après l'école ».

Dans le contexte de l'économie du savoir, l'objectif ultime du Québec devrait être d'augmenter à la fois le niveau et la qualité de la formation de la population québécoise. Trois pistes d'action permettraient d'y parvenir. La première passe

par une lutte sans merci contre l'échec et le décrochage de même que par une mobilisation sans précédent en faveur de la réussite scolaire. La seconde vise à rendre pleinement accessible la formation continue tout au long de la vie. La troisième vise à accroître la performance de nos universités et de nos centres de recherche en leur donnant les moyens de rivaliser avec leurs concurrents sur la scène internationale.

Seule la souveraineté nous permettra de faire de tels choix, de faire de l'éducation le pilier de notre solidarité et de notre développement. Voilà pourquoi il convient d'esquisser, même à grands traits, les grands pans de l'offensive qui pourrait être menée dans un Québec souverain pour développer, répandre et stimuler une culture de la créativité et du savoir.

### **La mobilisation pour la réussite**

Notre système d'éducation donne de bons résultats, mais il pourrait faire encore mieux. Les taux de réussite au Québec restent insuffisants et cachent des disparités importantes, notamment chez les garçons et dans les milieux défavorisés. L'évolution démographique nous presse encore plus d'agir à ce niveau. Le Québec de demain n'aura pas les moyens de laisser une partie de sa population en marge de son développement. Chacun mérite d'aller au bout de son potentiel. Dans ce contexte, la lutte contre l'échec et le décrochage doit être sans merci et doit prendre la forme d'une véritable mobilisation nationale en faveur de la réussite scolaire.

La réalité de l'échec scolaire est complexe et nous devons travailler sur plusieurs variables à la fois. Il y a cependant une piste qui s'impose : l'intervention précoce. Les spécialistes le savent bien : s'il est un moment où la prévention est rentable, c'est bien à l'âge préscolaire. Le Québec, qui fait déjà bonne figure dans ce domaine, pourrait faire encore mieux au moyen d'une politique d'intervention cohérente et adéquatement financée. Mais les ressources nécessaires sont actuellement hors de notre portée.

Certaines expériences étrangères pourraient nous inspirer. Dans plusieurs pays européens, les établissements fréquentés par les enfants d'âge préscolaire disposent des ressources nécessaires pour intervenir auprès de ceux qui éprouvent des difficultés. Il serait souhaitable qu'un Québec souverain puisse faire de même afin que tous les enfants commencent leur cheminement scolaire du bon pied.

La réussite scolaire du plus grand nombre passe par un soutien approprié aux élèves en difficulté d'apprentissage, par un bon encadrement, par l'enrichissement des programmes et par des activités parascolaires qui créent un sentiment d'identité et d'appartenance envers l'école. Or, bon nombre de ces actions prioritaires sont actuellement négligées faute de ressources. Par exemple, le travail amorcé avec les programmes « Agir tôt » et « Agir autrement », ainsi qu'avec les plans de lutte contre le décrochage, reste sans suite malgré des résultats extrêmement prometteurs. Pourtant, des projets-pilotes ont démontré qu'il s'agissait de stratégies efficaces de lutte contre le décrochage.

Mais au-delà des mesures particulières, si nécessaires soient-elles, c'est une certaine idée de l'école, à la fois comme milieu de vie et comme milieu d'apprentissage, qui doit voir le jour. Le sentiment d'appartenance à une école est un facteur important de la réussite de nos élèves. Compte tenu des horaires de travail variables de nombreux parents, et afin d'offrir au plus grand nombre possible d'élèves un climat propice à la réussite, il faut repenser l'horaire scolaire. Pour atteindre cet objectif, je propose que toutes les écoles du Québec soient ouvertes de 8 h le matin à 5 h le soir pour offrir une gamme complète d'activités éducatives, sociales, culturelles et sportives de qualité.

L'atteinte de cet objectif ambitieux passe par l'application de plusieurs mesures comme l'allongement des heures d'enseignement au primaire, le développement de l'aide aux devoirs, l'offre d'activités parascolaires à caractère social, sportif, artistique et scientifique, et une plus grande présence du personnel assurant l'encadrement et le suivi des élèves. Une telle approche permettrait notamment de faire de l'école le lieu de transmission par excellence d'une véritable culture de l'activité physique et du sport. Cette école, ouverte sur la société et soucieuse de la réussite de toutes et de tous, pourrait devenir le grand projet éducatif d'un Québec souverain.

### **Une formation accessible et continue**

S'il est un aspect de notre système scolaire qui reste sous-développé, c'est bien celui de la formation continue et de l'éducation des adultes. La formation tout au long de la vie est plus qu'un idéal; c'est une nécessité dans le monde moderne. Malheureusement, le Québec a pris un retard considérable en la matière. Cette situation ne peut plus durer.

Quelques expériences étrangères pourront servir à orienter le débat et à dégager des pistes de solutions : la Norvège, avec ses 700 000 adultes engagés dans des activités de perfectionnement (sur une population de 4,5 millions d'habitants !), l'Allemagne, avec son système d'apprentissage, la Suède, avec ses programmes permettant aux employés d'épargner en vue d'entreprendre des activités de formation, et certaines expériences récentes menées aux États-Unis et en Grande-Bretagne, doivent inspirer notre réflexion en vue de doter un Québec souverain d'une véritable politique de formation continue.

Pour mettre pareille politique en place, il faudra beaucoup d'efforts et d'imagination. Il est urgent d'inciter les jeunes et les moins jeunes à se perfectionner. Mais ce rattrapage ne pourra se faire sans la collaboration du milieu des affaires et des syndicats. La concertation devra être à l'ordre du jour, et la tentation du « mur à mur », vigoureusement repoussée. Ce grand chantier d'un Québec souverain sera l'un des plus importants. L'obligation de résultats sera donc impérieuse, et la nécessité du dialogue, incontournable.

### **Un savoir de pointe**

Un Québec souverain devra également investir dans le réseau post-secondaire pour maintenir la qualité de la formation et de la recherche, et ainsi mieux prendre

sa place dans la société du savoir. C'est ce que nous avons fait grâce à une première tranche d'investissement majeur dans le réseau de l'éducation. Malheureusement, l'actuel gouvernement libéral risque de briser l'élan que nous avons donné au réseau en tardant à investir d'autres sommes pourtant essentielles.

Nos universités et nos centres de recherche de pointe font face à une concurrence planétaire très performante et, souvent, mieux nantie. Nous ne pouvons espérer rivaliser avec nos concurrents et donner aux étudiants une formation de pointe si nous combattons à armes inégales. Le Québec doit occuper la place qui lui revient dans la quête du savoir et continuer à être une figure de proue dans le monde universitaire. Ce rayonnement est plus qu'une question de prestige, c'est une affaire de rentabilité. L'économie du savoir repose sur la qualité de la main-d'œuvre, qui est elle-même tributaire de la force et du dynamisme des institutions de haut savoir. L'université d'un Québec souverain ne peut être autre chose que de calibre international.

Mais au-delà de tout, c'est l'orientation générale, le choix de société, qui doit primer. Et il doit être clair que le Parti Québécois souhaite remettre l'éducation à l'honneur. Grâce à l'éducation, les années 1960 ont été celles du rattrapage. Les années à venir doivent être celles du dépassement. Et encore là, l'éducation, son accessibilité et sa qualité doivent être les forces d'entraînement par excellence. Il faut convier les Québécoises et les Québécois à un véritable virage de l'éducation et de la formation, du faire et du savoir-faire.

### **Un projet rassembleur**

La souveraineté offre d'autres possibilités fort stimulantes. Elle permettrait dans le domaine de la santé l'application intégrale du plan « Pour faire les bons choix » que j'ai présenté à titre de ministre de la Santé et des Services sociaux et qui a fait l'objet d'un large consensus. Elle nous donnera les ressources nécessaires pour investir dans une véritable politique de prévention, dans le développement adéquat des soins de première ligne, dans les soins à domicile et les services d'hébergement, et dans la réduction des délais d'attente dans les salles d'urgence de même que pour des services médicaux et hospitaliers spécialisés.

La politique d'occupation du territoire d'un Québec souverain est également riche de promesses, puisque le rapatriement massif de pouvoirs par le gouvernement du Québec entraînera une décentralisation importante vers les régions et les municipalités.

Par ailleurs, le Québec sera mieux entendu sur la scène internationale. Sa politique environnementale se fera à l'heure du Protocole de Kyoto et du développement durable. Et il lui sera dorénavant possible d'accueillir en son propre nom celles et ceux qui l'auront choisi comme terre d'accueil.

Notre parti pris pour les familles et notre idéal de faire du Québec le meilleur endroit au monde pour élever des enfants pourra enfin s'affirmer pleinement à la faveur d'une politique familiale complète, incluant la mise en place d'un régime

de congés parentaux conforme aux nouvelles réalités des familles et du marché du travail. C'est en ce sens qu'il faut penser la maquette du pays.

L'élaboration d'un projet de pays nous permettra donc d'illustrer clairement les nombreux changements bénéfiques qu'entraînera la souveraineté du Québec. Elle ouvrira aussi des horizons nouveaux, inédits, à travers la réflexion qui s'impose sur nos orientations dans les domaines qui sont actuellement de compétence fédérale (défense nationale, assurance-emploi, régimes de retraite, immigration, etc.) Elle nous permettra de faire valoir le point de vue du Québec sur le monde, un point de vue original à plusieurs égards, notamment en matière de diversité culturelle.

Les propos qui précèdent montrent, je l'espère, que les souverainistes ont avantage à présenter un projet de pays concret et rassembleur. Un projet qui ouvre des possibilités sans fermer de portes. Un projet qui s'ancre dans la réalité du Québec d'aujourd'hui et qui répond aux besoins des gens. Un projet qui interpelle la jeunesse sans laisser pour compte les préoccupations des aînés. Un projet dont l'élaboration fait appel à l'imagination créatrice de toutes et de tous.

### **Une démarche claire**

Je propose que nous cheminions vers la souveraineté en mettant de l'avant, lors de la prochaine élection, un projet de pays. Nous avons donc beaucoup de travail à faire et il n'existe pas de raccourcis. Notre cheminement passe obligatoirement par un travail de fond.

La première étape consistera à permettre aux membres du Parti Québécois et à la population en général de prendre part à la définition des priorités. J'entends à cet effet entreprendre dans les prochains mois une tournée des régions afin, dans un premier temps, de démontrer qu'un Québec souverain disposerait de marges de manœuvre financières intéressantes, et, dans un deuxième temps, de consulter les militantes et les militants, la société civile et les partenaires sociaux sur les scénarios possibles et les arbitrages budgétaires à effectuer dans le cadre d'un projet de pays.

La préparation d'un projet de pays nous fournira également l'occasion de répondre aux interrogations légitimes qui portent sur la viabilité économique d'un Québec souverain. Le Parti Québécois doit donc mettre à jour, sans tarder, les études relatives à la réalisation de la souveraineté. Ces études nous permettront de dessiner les contours d'un pays et de montrer les avantages concrets pour le Québec de rapatrier ses impôts et de faire ses propres choix.

Il ne faut plus se laisser porter par la conjoncture ou attendre l'avènement de circonstances favorables pour reprendre la mobilisation en faveur de la souveraineté. L'élaboration d'un projet de pays et l'examen des priorités budgétaires d'un Québec souverain nous offrent l'occasion de créer cette mobilisation. À nous de la saisir en mettant la motivation de nos militants à contribution.

Notre démarche doit être claire. Sitôt élu, un gouvernement du Parti Québécois engagera un dialogue avec la population pour raffiner, préciser et redessiner un projet de pays à partir de la maquette qui aura été mise sur la table au moment de l'élection. Et au terme de cette vaste consultation, les Québécoises et les Québécois auront l'occasion de se prononcer sur le moyen de donner vie à ce projet dans le cadre d'un référendum qui, comme je l'ai dit plusieurs fois, devrait avoir lieu en début de mandat. L'engagement du Parti Québécois en ce sens lors de la prochaine élection devrait être formel et ne pas être assorti de conditions particulières.

## Un parti ouvert et renouvelé

Fondé il y a 36 ans, le Parti Québécois a été animé, dès son origine, par sa volonté de faire avancer le Québec et de le mener à la souveraineté. Les débats qu'il a suscités ont été marquants pour l'évolution de notre société. Et son action durant ses dix-huit années au pouvoir a donné au Québec un élan remarquable.

Mais les temps ont changé. La défaite référendaire de 1995 a laissé des traces. Notre parti ne se démarque plus autant par sa créativité et son militantisme. Disons les choses comme elles sont, le Parti Québécois a vieilli. Son image n'est plus celle de la jeunesse et de l'ouverture. J'ai pu constater, sur le terrain, que nos façons de faire, notre discours et la lourdeur de nos structures irritent de nombreux électeurs, notamment parmi les jeunes, les membres des communautés culturelles et dans certaines régions.

La conclusion me paraît sans appel. Le Parti Québécois n'offre pas, en ce moment, dans ce qu'il est et dans ce qu'il propose, de réponses satisfaisantes aux nombreuses personnes qui ressentent de la frustration envers les gouvernements et la classe politique. Pour regagner la confiance de la population, notre parti doit comprendre la portée du malaise démocratique qui sévit au Québec et avoir le courage d'y faire face en se remettant en question. S'il ne le fait pas, c'est sa pertinence même qui sera remise en question par un nombre croissant d'électeurs.

C'est donc un Parti Québécois profondément renouvelé qui doit être sur les rangs lors de la prochaine campagne électorale. Un véritable parti d'idées et de militants, moderne et efficace, accueillant, ouvert sur le Québec et tourné vers l'avenir. Nous n'avons pas le choix. Il nous faut changer, nous moderniser, si nous voulons réussir.

### Un nouveau Parti Québécois

Cette modernisation implique une réévaluation de notre façon de gouverner et l'élaboration d'un projet de pays rassembleur. Elle nous commande d'être plus attentifs aux enjeux qui préoccupent la population et de proposer des solutions novatrices, dans un langage clair et concret. Elle nous enjoint aussi de parler au citoyen de ce qui l'intéresse, plutôt que de ce à quoi nous voudrions qu'il s'intéresse.

Cependant, les bonnes idées ont besoin de bons relais pour se diffuser dans tous les milieux. C'est pourquoi le Parti Québécois doit trouver des racines dans toute la société québécoise.

Cet aspect fondamental de la modernisation doit se faire autour de trois exigences. D'abord, le Parti Québécois doit se renouveler en ouvrant davantage ses rangs à la jeunesse et aux membres des communautés culturelles. Ensuite, il doit donner à ses membres la possibilité de se rebrancher sur les grands débats du Québec et



d'être pleinement associés à l'élaboration d'un projet de pays. Enfin, il doit se doter d'une organisation moderne, moins lourde et plus efficace.

Voilà trois exigences qui ne peuvent être esquivées. Si nous nous montrons à la hauteur de ces défis, nous pourrons nous présenter aux prochaines élections avec une équipe renouvelée, un projet de pays emballant et une organisation redoutable.

### **Un parti ouvert à la jeunesse et à la diversité du Québec**

Le Parti Québécois doit être inclusif, à l'image du Québec d'aujourd'hui. Toutes et tous doivent pouvoir y trouver leur place, peu importe leur origine, leur âge ou leur condition sociale. Mais il faut cibler deux groupes en particulier : les jeunes et les citoyennes et les citoyens issus de l'immigration.

Un parti politique qui renonce à l'appui des nouvelles générations peut au mieux stagner, au pire décliner. Plusieurs jeunes sont réticents à joindre nos rangs en raison de la lourdeur de nos structures et de l'étroitesse de nos débats. Cela doit changer. Le Parti Québécois doit redevenir le principal lieu d'activité politique de la jeunesse. Mais pour cela, il doit l'accueillir, être à l'écoute de ses besoins et tirer profit de la force de ses convictions.

Le message de nos jeunes « mousquetaires », Alexandre Bourdeau, Stephan Tremblay et Jonathan Valois, doit donc être entendu. C'est par un projet de pays axé sur l'éducation, le développement durable, la protection de l'environnement, une politique familiale généreuse et un discours progressiste sur la mondialisation que nous mobiliserons la jeunesse en montrant que la souveraineté assurera une meilleure équité entre les générations et l'avènement d'un Québec plus prospère et plus solidaire.

Mais il faut, encore plus concrètement, faire une plus grande place aux jeunes dans notre parti. On peut chiffrer, dès maintenant, des objectifs de jeunes candidats pour la prochaine élection. On peut même envisager la révision de nos statuts pour leur reconnaître un plus grand pouvoir décisionnel dans nos instances. On doit certainement augmenter les ressources mises à leur disposition pour leur permettre de transformer le Comité national des jeunes en une structure permanente de mobilisation ayant les moyens de ses ambitions et des nôtres. D'autres idées naîtront et nous devons y porter attention. C'est de l'audace qu'il nous faut.

Il faut aussi accueillir avec plus d'ouverture les citoyennes et les citoyens issus de l'immigration qui font le Québec avec nous, notamment en leur donnant une meilleure place dans l'organisation du parti et sur la liste des candidats aux élections. Des formules doivent être trouvées pour que ces objectifs soient autre chose que des vœux pieux. Nous devons reconnaître que nous avons pris un certain retard dans notre travail d'intégration. Certes, on note des progrès dans certaines communautés jadis considérées comme réfractaires à notre projet, mais c'est encore insuffisant. Les victoires récentes de Maka Kotto et d'Elsie Lefebvre doivent nous réjouir, mais surtout nous inciter à redoubler d'ardeur.

Il faut envoyer un message clair et positif aux membres des communautés culturelles en améliorant notre façon de les accueillir dans nos rangs et en consacrant, à cette fin, non pas moins, mais plus de ressources.

### **Un parti d'idées et de militants**

Le Parti Québécois a perdu beaucoup de membres au cours des dernières années. Cette situation est inquiétante. Un parti dont l'effectif est important est nécessairement plus dynamique et davantage ouvert sur la société qu'il entend représenter. Nous ne pouvons pas nous priver d'un apport d'idées et de forces nouvelles. Élargir les rangs de notre parti doit être une priorité absolue.

Il serait sans doute plus facile d'attirer des recrues si les membres du Parti Québécois avaient le sentiment que leurs discussions portent sur les préoccupations réelles de la population et s'ils se sentaient impliqués au moment des grandes décisions. Plusieurs partis politiques ont fait le choix de s'ouvrir davantage à leurs membres et à leur société. Le Parti Québécois doit le faire lui aussi s'il veut redevenir un véritable parti d'idées et de militants.

Au centre de cette nouvelle culture politique à développer, il y a une nouvelle façon de délibérer. Nos conseils nationaux sont, l'un après l'autre, centrés sur des débats qui paraissent souvent ésotériques et qui prennent un certain air de folklore. C'est du moins comme cela qu'ils apparaissent aux yeux de la population. Je suis d'avis que la tenue de conseils nationaux thématiques s'impose de manière systématique. Pour nous arrimer aux grands débats de l'heure, pour développer notre vision du Québec de demain et, surtout, pour élaborer notre projet de pays, nous n'aurons pas trop de trois conseils nationaux thématiques par année.

Par ailleurs, un parti politique moderne ne limite pas la démocratie à certaines de ses instances et à certains de ses membres. Ailleurs dans le monde, plusieurs partis ont choisi de s'ouvrir à leurs membres et de leur donner la parole. Faire place aux membres, c'est les associer plus étroitement aux décisions fondamentales qui touchent l'avenir du parti. La consultation directe de tous les membres pourrait être plus fréquente. Nous pourrions élargir le nombre de questions devant être traitées selon une forme de démocratie élargie, voire directe. Chose certaine, les membres devraient avoir leur mot à dire lors de l'adoption du projet de pays et de la plate-forme électorale. Un parti qui fait confiance à ses membres peut compter sur des militants d'autant plus combattifs lors des échéances électorales. Le Parti Québécois a donc tout à gagner en invitant chacun de ses membres à se faire le porteur d'un projet de pays. Il s'agit d'une belle occasion de régénérer nos racines dans tous les milieux de la société québécoise.

Il nous faudra aussi sans doute sortir des sentiers battus. L'important est d'avoir un plan d'action précis et rigoureux prévoyant deux phases. D'abord, l'élaboration du projet de pays que nous aurons demandé à nos membres de concevoir en prévoyant des formes de délibération aussi souples que possible. Ensuite, sa

promotion grâce à la mobilisation de nos membres. Tout cela à condition de pouvoir compter sur une organisation moderne et efficace.

### **Un parti moderne et efficace**

Beaucoup de gens en arrivent au même diagnostic : notre organisation est trop bureaucratisée. Le Parti Québécois compte beaucoup de structures, certaines d'entre elles se chevauchent et les mandats et les responsabilités ne sont pas toujours clairs. Un ménage s'impose. Durant la Saison des idées, plusieurs propositions en ce sens ont émané des travaux du Chantier sur le parti. C'est dans cette direction qu'il faut aller.

Souplesse, flexibilité, voilà des mots qui doivent imprégner une nouvelle culture politique au Parti Québécois. Notre tradition militante a donné de beaux fleurons. Notre capacité à nous mobiliser lors des échéances électorales, partielles ou générales, nous a toujours fait honneur. Lors de la prochaine élection tout comme lors du prochain référendum, c'est elle qui nous mènera à la victoire.

Mais pour que les partis de militants aient un avenir au 21<sup>e</sup> siècle, ils doivent revoir leurs méthodes de travail. Il ne suffit pas de se mobiliser lors des grandes occasions. Il faut aussi faire un long travail de diffusion des idées. Il faut également apprendre l'efficacité au quotidien et penser à une meilleure allocation des ressources, qui sont plus utiles à l'animation politique et à la promotion des idées qu'à l'entretien des structures. La production et la diffusion des idées doivent être une priorité pour le Parti Québécois.

Les militants consacrent temps et argent à la cause de la souveraineté. Le moins que l'on puisse faire est de s'assurer que ces efforts soient soutenus par une organisation efficace et transparente.

## Conclusion

Les membres du Parti Québécois ont amorcé, durant la Saison des idées, leur réflexion sur la modernisation du parti. Ils s'apprêtent aujourd'hui à participer aux différentes instances statutaires devant conduire au prochain Congrès. Dans quelques mois, ils seront donc appelés à déterminer dans quelle voie le parti continuera son action. Compte tenu de son importance, le débat doit être franc, et les positions, clairement exposées.

Je souhaite que notre parti emprunte la voie du renouveau en se montrant sensible au malaise démocratique qui sévit au Québec et en tentant de répondre aux frustrations qui l'alimentent. Nous devons, pour cela, reconnaître nos erreurs et faire les changements nécessaires pour convaincre les Québécoises et les Québécois que nous sommes capables de mieux gouverner et de proposer un projet de pays concret, crédible et emballant, celui d'un Québec souverain qui ferait de l'éducation la première de ses priorités.

Le grand débat du prochain Congrès consistera à savoir si le Parti Québécois doit se donner un projet de pays qui formule les grands choix de société d'un Québec souverain. Je réponds oui. Nous devons avoir le courage de nos convictions et mettre sur la table un projet de pays de même que le budget d'un Québec souverain. C'est la meilleure façon de montrer que la souveraineté est à la fois un beau projet et une bonne affaire.

Le temps du changement est arrivé pour le Parti Québécois. Changement dans notre façon de gouverner et de faire de la politique. Changement de perspective sur les solutions que nous proposons aux problèmes de la société québécoise. Changement d'approche dans notre façon de promouvoir la souveraineté. Nous devons avoir la détermination et le courage de changer. C'est ainsi que nous saurons convaincre les Québécoises et les Québécois de se rallier à notre parti et à notre projet pour mieux construire le Québec de demain.